

Crédit social est bon, comment se fait-il qu'il n'ait pas été mis à l'essai dans un autre pays? A cela, je répondrai: Comment se fait-il, si le téléphone est un bon moyen de communication, qu'il n'ait pas été mis à l'essai avant le XIX^e siècle? Celui qui a inventé le téléphone ne s'est pas dit: Personne n'a fait cela avant moi, je n'ai pas le droit de le faire, parce que cela n'existe nulle part ailleurs.

Pourtant, tous reconnaissent aujourd'hui que le téléphone est très utile. On communique, au Canada, en une fraction de minute, et cela rend de très grands services. Un brave homme, M. Bell, l'a inventé. Un chimiste, qui a fait des recherches, a doté l'humanité d'un moyen de communication très précieux.

Pourquoi donc la Russie ne l'a-t-elle pas mis en service sur son territoire avant tout autre pays? On aurait pu raisonner de la même façon, ici, en Amérique; la Russie ne l'a pas fait, on ne doit pas le faire non plus chez nous.

Voilà un raisonnement un peu troublant, mais c'est le raisonnement qu'on fait à l'endroit des théories du major Douglas, en ce moment. Pourquoi les Canadiens peuvent-ils innover dans le domaine scientifique, dans le domaine des communications, etc., et ne le peuvent-ils pas dans celui de la finance?

Si l'usine qui a produit le premier module lunaire qui s'est posé sur la lune avait raisonné à la façon des adversaires du Crédit social, sous prétexte que cela ne s'était jamais fait ailleurs, aucun engin n'aurait jamais atteint la lune.

Si M. Armstrong avait raisonné comme certains adversaires du Crédit social, lui qui a été le premier homme à aller visiter la lune, il n'y serait jamais allé. Pourtant, il y est allé.

Il faut être logique. Il ne faut pas que les Canadiens soient uniquement des «suiveux». Nous avons déjà prouvé que nous pouvions être nous-mêmes et innover dans plusieurs domaines. Prouvons donc à toute l'humanité que nous sommes également capables de sortir des sentiers battus, dans le domaine du financement du secteur public, en réformant notre système financier, afin de le moderniser, de le rendre apte à servir une société qui s'est modernisée dans le domaine de la production.

Appliquons le dicton suivant: production rapide et de plus en plus facile, argent rapide et plus facile, afin de permettre à cette production abondante et facile, d'atteindre sa fin, soit la consommation, pour satisfaire aux besoins de toute l'humanité, et non pas seulement à ceux de quelques-uns.

L'homme vivant en société a chaque jour besoin d'un grand nombre de produits et de services. En échange de son travail, il reçoit de l'argent pour se procurer ce dont il a besoin. Il donne de l'argent, de la monnaie, des billets de banque, qui sont des instruments d'échange. Bien que le travail soit le facteur le plus important, on ne peut pas nier non plus le rôle premier que joue également la finance. Elle est le nerf de la vie économique.

Pour qu'un mécanisme quelconque fonctionne bien, il faut nécessairement que chacune de ses parties fonctionne en harmonie avec les autres afin d'obtenir le rendement désiré. Si les fabricants d'automobiles avaient modernisé les moteurs qu'ils utilisent en leur ajoutant plus de cylindres pour les rendre plus puissants, et s'ils s'étaient entêtés à utiliser le même carburateur que celui en usage sur les automobiles d'il y a 60 ans, il est certain que la distribution du carburant serait insuffisante pour

faire fonctionner à plein rendement tous les cylindres et, au lieu de faire du 80 milles à l'heure, une voiture n'en ferait que 50.

Alors, les fabricants ont décidé de tout moderniser et de modifier le carburateur, pour qu'il y ait assez d'essence dans tous les cylindres, de façon à obtenir un plein rendement. Les automobilistes, aujourd'hui, sont heureux de constater qu'il existe des carburateurs qui répondent au désir du conducteur lorsqu'il appuie sur l'accélérateur.

Monsieur l'Orateur, la même logique s'applique relativement à notre système économique, dont la puissance de production s'est accrue d'une façon extraordinaire. Toutefois, on a négligé de moderniser notre système financier afin qu'il permette une distribution de la production en quantité suffisante dans tous les foyers, afin de satisfaire aux besoins essentiels de tous. Voilà la faiblesse de notre système, et il ne faudrait pas s'obstiner à le maintenir.

L'honorable ministre des Finances et ceux qui rejettent les propositions du Crédit social énoncées par le major Douglas auraient intérêt à relire ses témoignages devant le comité des finances, ici même à Ottawa, et ils se rendraient compte que ses prévisions étaient justes.

Il est très urgent de changer notre mode de financement du secteur public, afin de laisser au secteur privé l'argent dont il a besoin pour fonctionner plus économiquement et faire face à la concurrence du marché mondial. Ce changement aurait aussi pour effet de laisser au Canadien une plus grande partie de son revenu, qu'il utilisera pour augmenter son pouvoir d'achat. Voilà le nœud du problème: l'insuffisance de pouvoir d'achat entre les mains de la plupart des Canadiens. Le Crédit social offre une solution à ce problème.

La fin de la vie économique doit être une fin humaine et sociale, si l'on veut qu'elle soit morale. Le consommateur doit primer dans l'orientation de la vie économique, parce que le groupe des consommateurs comprend tous les êtres humains. La richesse existe pour la démocratie des consommateurs, et non pas seulement pour l'aristocratie des producteurs ou pour le «sanhédrin» des financiers. La consommation doit être la véritable fin de la production. Sans la consommation, la production perd sa raison d'être. Le régime qui donne comme fin principale à la production la fécondité de la monnaie est un régime malsain, illogique et inhumain et il est grand temps de le changer.

L'existence de la société est liée à la croyance que ses membres peuvent mieux atteindre leurs objectifs par l'association. Tous recherchent certainement le maximum de sécurité, par la possibilité de satisfaire à leurs besoins, et le maximum de liberté.

L'abondance pour tous, dont la preuve n'est plus à faire, devrait signifier pour l'individu la sécurité économique. La très modeste quantité de labeur humain nécessaire pour procurer cette abondance devrait signifier, pour l'individu, des loisirs assurés, la liberté économique, etc. Or, Dieu sait quelles grimaces nous font faire aujourd'hui les mots sécurité et liberté. L'insécurité économique est presque générale. La misère extrême tenaille une multitude d'êtres humains et partout, on assiste à la multiplication de lois qui visent à restreindre la liberté de l'individu. La personne humaine ne peut plus s'épanouir; ne se reconnaissant plus, elle est prête à s'abandonner sans résistance aux systèmes qui la méconnaissent.